

## Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 18674**

### Intitulé

MASTER : MASTER Droit, mention Droit Public, spécialité Administration et Droit de l'Action Publique (à finalité recherche)

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Savoie Mont Blanc - Chambéry, Ministère chargé de l'enseignement supérieur Modalités d'élaboration de références : CNESER	Président de l'université de Savoie, Recteur de l'académie

### Niveau et/ou domaine d'activité

#### I (Nomenclature de 1967)

**Convention(s) :**

**Code(s) NSF :**

128 Droit, sciences politiques

**Formacode(s) :**

### Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

#### Le titulaire de ce diplôme peut exercer les activités (ou fonctions) suivantes :

Ce professionnel développe des solutions juridiques pratiques ou théoriques à propos de sujets de recherche en droit et politiques publiques.

#### Principales compétences acquises :

- Analyser et résoudre une question juridique
- Gérer la spécificité des systèmes juridiques
- Appréhender une question juridique ou politique, proposer une réponse argumentée, synthétiser les éléments de réponse et mettre en forme, élaborer des hypothèses de recherche
- Mettre en œuvre les techniques et savoirs associés dans un contexte professionnel
- Lire et comprendre les documents budgétaires et comptables, participer à l'élaboration du budget, analyser les coûts
- Gérer des institutions publiques
- Parler la langue anglaise juridique

### Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

#### Secteurs d'activité :

A - Administration publique, professions juridiques, armée et police

#### Type d'emplois accessibles :

Cette spécialité ouvre la voie d'une carrière universitaire ou de chercheurs pour des étudiants voulant se spécialiser dans le domaine du droit public, les métiers des services publics ou du conseil juridique (avocat, juriste), tout en préparant aux concours administratifs de catégorie A.

- Attaché d'administration
- Secrétaire administratif
- Enseignant - Chercheur
- Avocat (accessible après examen d'entrée et formation en école spécialisée)

#### Codes des fiches ROME les plus proches :

K1404 : Mise en œuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics

K2108 : Enseignement supérieur

### Modalités d'accès à cette certification

#### Descriptif des composantes de la certification :

##### Semestre 1

**UE 1 Enseignements disciplinaires :** Droit des collectivités locales, Droit public économique, Economie régionale, EC au choix : Contentieux administratif / Droit communautaire matériel - 11 ECTS - 102 heures

**UE 2 Enseignements disciplinaires de spécialisation :** Note de synthèse, Droit des services publics, GRH et atelier de méthodes, Histoire des idées politiques, Finances et fiscalités locales - 13 ECTS - 80 heures

**UE 3 Enseignements complémentaires :** Langue vivante 1 : au choix Allemand / Italien / Espagnol / Droit anglais, Informatique et C2I, EC au choix : Langue vivante 2 (Allemand / Italien / Espagnol / Droit anglais) / Activités physiques et sportives / Initiative étudiante - 6 ECTS - 62 heures

##### Semestre 2

**UE 1 Enseignements disciplinaires :** Droit de l'environnement, Droit des contrats publics, Droit de l'urbanisme, EC au choix : Comptabilité / Droit international économique - 13 ECTS - 110 heures

**UE 2 Enseignements disciplinaires de spécialisation :** Grands problèmes contemporains, Histoire des idées politiques (après 1789), EC au choix : Bloc 1 - Préparation à la recherche : Initiation à la recherche, Contentieux constitutionnel / Bloc 2 - Préparation aux métiers publics : Droit de l'aménagement et du développement du territoire, Systèmes politiques et territoriaux comparés - 12 ECTS - 80 heures

**UE 3 Enseignements complémentaires :** Langue vivante 1 : au choix Allemand / Italien / Espagnol / Droit anglais, Informatique appliquée, EC au choix : Langue vivante 2 (Allemand / Italien / Espagnol / Droit anglais) / Activités physiques et sportives / Initiative étudiante - 5 ECTS - 62 heures

**Spécialité Administration et Droit de l'Action Publique**

Le master 2 est co-habilité avec la Faculté de droit de Grenoble (UPMF). Les cours des semestres 3 et 4 se déroulent à Grenoble à l'exception de l'organisation par la FD d'un séminaire de recherche à Chambéry (UE 06). L'étudiant a le choix de s'inscrire comme étudiant de l'Université de Savoie ou de l'UPMF Grenoble.

**Semestre 3**

- UE 1 Droit administratif** - 24 heures
- UE 2 Théorie de l'Etat et de la décentralisation** - 20 heures
- UE 3 Politiques publiques** - 20 heures
- UE 4 Droit constitutionnel comparé** - 18 heures
- UE 5 Financement de l'action publique** - 15 heures
- UE 6 Sociologie et anthropologie du droit** - 15 heures

**Semestre 4**

- UE 1 Droit administratif** - 15 heures
- Libertés fondamentales** - 15 heures
- UE 2 Droit public de la régulation** - 15 heures
- Globalisation du droit public** - 15 heures
- UE 3 Séminaire Droit et action publique** - 12 heures
- UE 4 Exposé - discussion**
- Module optionnel de préparation aux concours administratifs** - 40 heures
- UE 5 Mémoire et méthodologie de la recherche** - 6 heures
- UE 6 Séminaire « Actualité du droit public »** - Université de Savoie - 12 heures

**Validité des composantes acquises : illimitée**

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Enseignants et professionnels Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)
En contrat d'apprentissage	X	
Après un parcours de formation continue	X	Enseignants et professionnels Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)
En contrat de professionnalisation	X	Enseignants et professionnels Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)
Par candidature individuelle	X	Enseignants et professionnels Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)
Par expérience dispositif VAE prévu en 2006	X	Deux jurys VAE sont organisés chaque année pour les candidats (décembre et juin) Enseignants chercheurs et professionnels

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS	ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

**Référence du décret général :**

**Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :**

Arrêté ministériel d'habilitation du 24 août 2007

**Référence du décret et/ou arrêté VAE :**

**Références autres :**

**Pour plus d'informations**

**Statistiques :**

**Autres sources d'information :**

<http://www.fac-droit-savoie.fr/>

<http://www.univ-savoie.fr>

**Lieu(x) de certification :**

Université Savoie Mont Blanc - Chambéry : Auvergne Rhône-Alpes - Savoie ( 73) [Chambéry ]

**Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :**

Faculté de Droit, Domaine Universitaire de Jacob-Bellecombette, BP 1104, 73011 Chambéry Cedex

Faculté de Droit de Grenoble, Université Pierre Mendès France - Grenoble 2 - BP 47 - 38040 Grenoble Cedex 9

**Historique de la certification :**